

DIAL 2472

# AMÉRIQUE LATINE - L'Amérique Latine marquée par l'inégalité

Cecilia Remón

mardi 15 mai 2001, mis en ligne par [Dial](#)

*Dans une région caractérisée par la pauvreté et l'inégalité, les protestations massives semblent désormais occuper la place laissée libre par la désaffection à l'égard des partis politiques. Article de Cecilia Remón, paru dans Noticias Aliadas, 22 février 2001.*

---

La lutte incessante pour la réforme agraire du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre au Brésil, le mouvement indigène équatorien parvenant à renverser le gouvernement du président Jamil Mahuad au début de l'année 2000, les organisations de la société civile péruvienne contribuant, par leurs mobilisations inventives et massives à la destitution du président Alberto Fujimori, les manifestations boliviennes réclamant des terres et protestant contre la privatisation du service de l'eau ; les arrêts de travail nationaux des syndicats argentins sont quelques exemples des nouvelles formes de mobilisation et d'organisation que les citoyens se sont données pour remplir le vide laissé par l'effondrement des partis politiques en Amérique latine.

Dans plusieurs pays latino-américains, de profonds changements politiques suivis de grandes répercussions régionales ont été obtenus par les mobilisations massives de ces secteurs de la société civile.

Des groupes de femmes, de consommateurs, de jeunes, de militants des droits humains, d'écologistes, d'homosexuels, entre autres, en sont venus à gagner, tant au plan politique que social, des espaces qui leur ont permis d'obtenir des avancées inimaginables il y a encore quelques années.

Pour l'analyste politique péruvien Carlos Franco, ces groupes continueront à s'allier, conformément à leurs intérêts. « Souhaitons, commenta-t-il, que, par la suite, cette tendance coexiste avec une forme de rénovation des partis politiques, avec le développement de la sensibilité des classes moyennes, renouant avec le souci de rester proches des préoccupations des gens. »

L'absence de débat politique a été l'une des causes de la débâcle des partis traditionnels. Lors des élections réalisées ces deux dernières années dans plusieurs pays latino-américains, les campagnes se sont réduites à une propagande télévisée et à des caravanes politiques. Selon une étude de la chaire de sociologie de l'Université nationale de Cordoba (Argentine), « cette nouvelle manière de chercher à gagner des voix implique le développement d'une dangereuse déresponsabilisation des citoyens, rendant l'activité politique de plus en plus frivole. »

L'absence de programmes et de propositions politiques claires a favorisé dans certains cas, le triomphe de candidats improvisés ou de gouvernements peu enclins à la pratique de l'alternance au pouvoir, comme ce fut le cas en Équateur et au Pérou.

« Choisir, voter est un dilemme toujours actuel. Les partis doivent exposer leurs propositions aux citoyens

et nous autres citoyens devons leur accorder notre attention. Nous devons avoir une action plus définie et exiger des partis et du gouvernement des propositions claires pour faire notre choix », explique Cécilia Blondet, directrice de l'Institut d'études péruviennes.

De nombreux analystes établissent un lien entre stabilité politique et stabilité économique, donnant l'exemple des pays relativement prospères du Cône Sud (Argentine, Brésil, Chili et Uruguay), qui, ces deux dernières années ont connu des processus électoraux satisfaisants. Ce sont paradoxalement ces pays qui connurent les effets des dictatures les plus dévastatrices et répressives des années 70- 80.

« Démocratie et prospérité sont tellement associées que seuls les pays au régime de liberté consolidé ont été capables de développer des appareils de production efficaces », déclare le chercheur espagnol Román Ortiz au journal péruvien El Comercio.

Les citoyens attendent beaucoup des gouvernements qu'ils élisent et si ces attentes ne sont pas satisfaites, la désillusion augmente brusquement.

« Nos gouvernements parlent d'honorer leurs engagements (de remboursement) et finissent par déshonorer notre souveraineté, ils critiquent les politiques sauvages du néolibéralisme et obéissent au pied de la lettre aux obligations des plans d'ajustement structurels » précise Carlos Navarro, dirigeant de la Confédération des travailleurs du Venezuela, lors de la Conférence sur la dette extérieure réalisée en mai à Caracas.

L'année dernière, en Argentine, après l'élection à la présidence de Fernando De la Rúa qui avait promis de réactiver l'économie, faire diminuer le chômage, réduire la brèche entre riches et pauvres et améliorer l'accès de la population aux services de base, 54% des Argentins se montraient optimistes quant à leur avenir, plaçant l'Argentine parmi les 10 pays « les plus heureux » du monde, selon une enquête de la société de sondages nord-américaine Gallup.

Mais De la Rúa n'a pas réalisé ses promesses. La croissance économique de l'Argentine a été négative en 2000 alors que le chômage passait de 14,7% à 15,4%. En conséquence, aujourd'hui les Argentins sont parmi les plus pessimistes du monde. Seuls 31% de sa population reste optimiste : selon l'étude de Gallup à propos des perspectives pour l'année 2001 en matière économique, sociale et politique dans chaque pays et dans le monde, l'Argentine se situe aux 62e et 68e rang des pays sondés.

Analystes et organisations internationales s'accordent à penser que les grands problèmes à résoudre en Amérique latine sont la pauvreté et l'inégalité.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), 224 millions de Latino-Américains vivent dans la pauvreté, soit 45% de la population totale de la région, parmi lesquels 53% de mineurs pour qui le futur n'est en rien prometteur.

Antonio Ocampo, secrétaire de la CEPAL, a souligné qu'en « termes absolus, le nombre de Latino-Américains et d'habitants des Caraïbes en situation de pauvreté est aujourd'hui plus élevé que jamais ».

## **L'échec et du FMI et de Michel Camdessus**

Michel Camdessus, ex-président du Fonds monétaire international (FMI), qui avec la Banque mondiale (BM) a impulsé les politiques d'ajustement structurel durant les dix dernières années, a reconnu « avoir échoué » dans la mesure où son organisation n'a pas pu réduire les inégalités dans la distribution des recettes. « L'Amérique latine détient le triste record mondial et peu enviable des conséquences de l'inégalité » dit Camdessus dans une conférence réalisée en juillet.

« La globalisation s'accompagne d'ordinaire d'un accroissement de l'inégalité dans la distribution des recettes, et jusqu'alors nous avons pratiquement échoué à corriger ces inégalités croissantes », ajouta-t-il.

Camdessus qui a démissionné début 2000 est resté 13 ans en fonctions. Il est considéré comme un des

grands responsables de l'augmentation du fossé entre les riches et les pauvres due aux politiques du FMI qui obligèrent les pays débiteurs à appliquer des mesures économiques néolibérales se traduisant par la récession, le chômage et une plus grande pauvreté.

La dette extérieure de la région, évaluée à 800 milliards de \$ US, est également tenue pour responsable de cette situation. Selon Eduardo Garcia, de la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT), « en 1975 la dette régionale était de 69 milliards de \$, chiffre aujourd'hui estimé à 800 milliards sans qu'on ait jamais pu sortir de la spirale des demandes réitérées de crédits et, par conséquent, de l'accroissement exorbitant des intérêts ».

Pour pouvoir consacrer une grande partie du budget national -50% en ce qui concerne l'Équateur- au remboursement de la dette extérieure, les gouvernements latino-américains, ont cessé d'investir dans des services de base tels que la santé et l'éducation.

Dans l'état actuel des choses, il semblerait que relancer l'économie, réduire le chômage et la brèche entre riches et pauvres, et améliorer l'accès aux services de base soient des buts inaccessibles pour les dirigeants latino-américains.

Pour Ocampo, on n'en finira avec la pauvreté et l'inégalité qu'en pensant ensemble les objectifs économiques et sociaux dans un processus intégral et prioritaire qui passera par l'amélioration de la qualité de l'éducation et l'emploi.

« Pour consolider les progrès et combler les grands retards qui continuent à se manifester dans notre région, il faut des politiques visant à garantir que le marché est bien au service de la société et non la société au service du marché. »

---

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2472.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, février 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.